

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DES LASCARIDES À LA LUMIÈRE DES RELATIONS VÉNÉTO-NICÉENNES

STELIAN BREZEANU

La politique économique des empereurs nicéens ne saurait s'expliquer ni en ce qu'elle contenait d'original, ni sous le rapport de ses éléments traditionnels, sans tenir compte des nouvelles circonstances dans lesquelles évoluait alors l'Empire micrasiatique, circonstances qui exercèrent une influence profonde, souvent même décisive. Notons, entre autres, le fait que la formation politique des Lascarides était un Etat continental, au contrôle duquel avait échappé la maîtrise des mers, qui constituait jadis l'un des traits essentiels de Byzance. Or, ce fait-là n'est pas sans conséquence en ce qui concerne la direction prise par la politique économique nicéenne. Les efforts de Vatatzès afin de doter son Etat d'une nouvelle flotte ne visait pas tant à arracher cette maîtrise de la mer aux jeunes républiques maritimes italiennes, qu'à restaurer la domination byzantine dans les territoires perdus en 1204 et notamment à Constantinople. De leur côté, les transformations essentielles de la société byzantine intervenues avant et surtout au XII^e siècle poussèrent au premier plan la grande propriété foncière. Comme l'Asie Mineure était l'une des zones les plus marquées par ce processus, les basileis nicéens ne pouvaient perdre de vue l'hypothèque sociale des Comnènes.

Mais aucun de ces facteurs ne s'imposa avec plus de constance à l'attention du pouvoir impérial, aucun d'entre eux n'influa autant sur l'activité économique de l'Empire grec que la situation externe. La vie économique de l'Etat nicéen constitua tout à la fois la toile de fond et le support d'un vaste effort sur le plan externe tendant à refaire l'unité de l'ancien Empire. C'est ce qui impose une étroite corrélation entre l'étude des mesures économiques prises par les Lascarides et leur politique externe, les seismes de cette dernière étant la cause et, très souvent aussi, l'effet des changements économiques, bien que, à cause de la pauvreté des sources et de leur nature même, les dimensions du phénomène échappent parfois à l'historien. Né dans une conjoncture historique des plus complexes et menacé de grands périls au cours de la première partie de son existence, l'Etat lascaride dut tenir compte des mouvements du « seismographe » externe, qui imprimèrent leur marque, de manière directe ou indirecte, les multiples registres de la société byzantine, la vie économique étant l'une des zones les plus exposées à cette sorte d'oscillations. Durant la seconde partie de l'histoire nicéenne, la politique extérieure fut dominée par le plan de réfection de l'intégrité de l'ancien Empire. Le couronnement de ce plan devait être la reconquête de la Nouvelle Rome, cette « grande idée » au service de laquelle a été mise, de près ou de loin, toute activité intérieure¹.

¹ H. Ahrweiler, *L'idéologie politique de l'Empire byzantin*, Paris, 1975, p. 112.

Le principal bénéficiaire des événements de 1204 fut, sans aucun doute, la cité de Saint Marc, qui, en dépit des difficultés initiales ², gagna des avantages inespérés : une position-clé du commerce levantin, la transformation des mers Egée et Adriatique en véritables lacs vénitiens, le monopole des détroits, des antennes sûres dans tous les pays de la Méditerranée orientale et une flotte sans rival. Leur prix fut l'engagement de plus en plus avancé de Venise dans les affaires de la Romania et, en tout premier lieu, son association sans réserves aux efforts en vue de la défense de l'Empire latin, de même qu'elle l'avait fait lors de sa création ³. Le gros de ces efforts tendaient à conserver les pièces centrales de son édifice colonial, c'est-à-dire Constantinople et l'île de Crète, et à protéger de toute atteinte le réseau des ports et des îles qui lui assuraient le contrôle des détroits ⁴. C'est pourquoi la Commune adriatique s'avéra au début le plus important auxiliaire de la fondation des Croisés dans le Bosphore lors de son expansion en Asie Mineure et par la suite le principal obstacle dressé devant l'œuvre de reconquête byzantine des empereurs de Nicée. Très tôt, cette réalité s'imposera aux Lascarides. Aussi, l'évolution de leurs rapports avec la Commune posera-t-elle son empreinte particulière non seulement sur leur politique extérieure, mais également sur leur politique intérieure et surtout sur leur activité économique.



La première étape de l'histoire nicéenne, englobant le règne de Théodore I^{er} Lascaris, coïncide avec la cristallisation et avec la relative consolidation intérieure de l'Empire grec surgi dans l'exil micrasiatique. Sur le plan extérieur, on constate l'expansion des Etats voisins, à l'apogée de leur force — l'Empire latin, l'Empire de Trébizonde, le Sultanat d'Iconium — qui, visant à détruire l'Etat nicéen, l'obligeaient à une politique extérieure défensive. Tous ces phénomènes ne pouvaient n'avoir des suites quant à l'évolution de la vie économique à Nicée.

Pour la première décennie de cette période et de l'existence de l'Empire nicéen, à défaut de toute donnée de nature économique, mais sans perdre de vue l'ensemble des circonstances internes et externes qui présidèrent aux premiers pas du jeune Etat, c'est à peine si l'on peut esquisser un tableau sommaire du domaine qui nous occupe. Cette première décennie de l'Etat grec est l'étape la plus difficile de toute son existence. A l'intérieure, il y a les difficultés qui marquèrent les débuts de Théodore I^{er} Lascaris ; celui-ci mit son énergie au service de la création d'une puissante entité politique, en effaçant les petites principautés des dynastes micrasiatiques qu'il se proposait d'unir dans un cadre étatique cristallisé. Sur le plan extérieur, le jeune basileus devait faire face aux tentatives concertées de ses puissants adversaires qui avaient pour but d'anéantir l'Etat nicéen. Dans le bref intervalle de ces dix ans, l'Asie Mineure fut le théâtre des campagnes dévastatrices des Latins, des Seldjoukides et des Grecs de Trébizonde, qui se sont succédées chaque année, touchant presque

² Fr. Thiriet, *La Romanie vénitienne au Moyen Âge. Le développement et l'exploitation du domaine colonial vénitien (XII^e—XIII^e siècles)*, Paris, 1959, p. 80 sq.

³ *Ibidem*, p. 106.

⁴ *Ibidem*, p. 77—78, 104.

toutes les régions du jeune Empire. Théodore I^{er} procéda, dans le cadre des mesures destinées à assurer la sécurité de ses sujets menacés par les invasions de l'étranger, à certains transferts de population des plaines, zones préférées par l'envahisseur, vers la montagne, mieux abritée⁵. Mais, si grands que fussent les efforts du pouvoir central, cette sorte de mesures ne pouvaient avoir qu'un caractère local, sans empêcher la désorganisation de l'économie nicéenne. A toutes ces vicissitudes, s'ajoutaient les essais du premier Lascaris de créer une force armée capable de contenir l'invasion. Or, dans cet ordre d'idées, le corps de mercenaires latins qui, malgré sa médiocrité numérique, devait tenir un rôle militaire décisif pendant cette étape de l'histoire nicéenne, grevait lourdement les modestes ressources de l'Etat lascaride à peine éclos.

Ce climat d'insécurité et les grands efforts militaires eurent un effet négatif sur l'évolution de la vie économique. Les domaines de la vie économique les plus affectés au cours de cette période ont été, sans aucun doute, l'artisanat et le commerce. Le phénomène a dû revêtir, dans le cas concret de l'Etat nicéen, des formes d'autant plus graves, vu le retentissement inévitable des longs conflits avec le monde latin et avec Venise tout particulièrement sur une économie assujettie au commerce italien depuis plus d'un siècle. Ceci explique pourquoi la période qui suivit dans l'immédiat à l'an 1204 n'a pu coïncider avec une étape d'épanouissement économique pour les villes nicéennes⁶. Il est fort probable que les villes de l'intérieur du pays, par exemple Nicée, Brousse, Philadelphie etc., aient suivi la même courbe économique descendante, dessinée déjà dès la fin du XII^e siècle, à l'époque de l'anarchie qui sévit sous la dynastie des Anges. Comme tous les ports micrasiatiques, si l'on excepte Smyrne, se trouvaient sous le contrôle latin, seldjoukide ou de Trébizonde, cependant que l'Egée et les détroits étaient contrôlés par Venise, l'Etat nicéen ne pouvait guère compter pratiquement sur un commerce maritime⁷. Qui plus est, les invasions incessantes, ainsi que les transferts de population opérés par le pouvoir central ont porté une grave atteinte à l'agriculture, support essentiel de la vie économique, empêchée de suivre un développement normal.

Vu la nature des rapports politiques de l'Empire grec avec le monde latin, les contacts sur le plan commercial entre les deux parties ont dû être fort réduits pendant la première décade de l'histoire nicéenne. Même si dans les brefs intervalles de calme les marchands latins — pisans, sinon vénitiens⁸ — fréquentaient les marchés micrasiatiques, dans l'intérêt des deux camps, leurs contacts demeuraient à la discrétion des aléas du climat politique, sans pouvoir surmonter un caractère provisoire.

⁵ Les sources mentionnent Georges Lascaris, le frère du basileus, chargé de cette mission dans la région de Smyrne (Miklosich-Müller, *Acta et diplomata graeca medii aevi sacra et profana*, t. IV, p. 35, 38—40).

⁶ Opinion contraire, *Istoria Vizantii*, t. III, Moscou, 1967, p. 34—35.

⁷ Bien que les sources attestent l'existence d'une flotte militaire nicéenne pendant la première partie du règne de Théodore I^{er} (H. Ahrweiler, *Byzance et la mer*, Paris, 1966, p. 304 sq.), celle-ci ne pouvait guère se mesurer à la flotte vénitienne, qui détenait le contrôle de la mer. C'est donc à juste titre qu'on a souligné que le projet d'une attaque de Constantinople par la mer, attribué par l'empereur latin Henri I^{er} au basileus grec (G. Prinzing, *Der Brief Kaiser Heinrichs von Konstantinopels vom 13. Januar 1212*, « Byzantion », 43, 1973, p. 412) manquait de fondement (H. Ahrweiler, *Byzance et la mer*, p. 305).

⁸ Les Pisans sont les premiers marchands acceptés par Venise sur les marchés de la Romania, dès 1206 (I^{er}. Thiriet, *op. cit.*, p. 91, n. 2).

La fin de la première décennie du règne de Théodore I^{er} Lascaris inscrit un véritable tournant pour l'histoire de son Empire. L'union des principautés micrasiatiques sous son sceptre était devenue une réalité. Le danger seldjoukide qui, quelques années auparavant, menaçait encore l'existence de son Etat avait été écarté dans la plaine du Méandre. David Comnène une fois disparu, la plupart de ses territoires avaient été englobés par Nicée et son frère, Alexis I^{er} Comnène, ne présentait plus de danger après la chute de Trébizonde devenue vassale des Seldjoukides. Enfin, l'an 1214 apporta la conclusion de la paix entre Nicée et son adversaire le plus redoutable : l'Empire latin — paix fondée sur le statu quo. Les deux décennies suivantes, à quelques petites exceptions près, constituèrent une période de tranquillité, si nécessaire à une économie aussi profondément atteinte que l'économie nicéenne. Toutefois, bien qu'une série de résultats dans le sens du rétablissement de son potentiel économique se dessinent, on ne saurait parler pour toute cette période d'un système de mesures positives dressé par le pouvoir central afin de stimuler l'économie du jeune Etat nicéen. Au moins de fait, Théodore I Lascaris poursuit la politique des concessions économiques en faveur de Venise antérieure à 1204.

La tension des rapports politiques entre Nicée et le monde latin une fois relâchée par la paix de 1214, les relations économiques vénéto-nicéennes entrent dans une nouvelle étape, avec la reprise par le fondateur de la dynastie des Lascarides d'une politique de concessions commerciales.

Nous avons pris en considération à cet égard l'hypothèse de l'existence d'un traité de commerce entre Venise et Nicée dès 1214⁹, partant d'une remarque sur l'une des clauses du traité du mois d'août 1219, qui se réfère à un accord économique antérieur¹⁰. Une telle hypothèse s'impose par ailleurs aussi si l'on analyse les intérêts du moment des deux parties. En effet, après les incertitudes de sa position en Romania pendant les premières années qui suivirent à l'an 1204 — incertitudes dues à la rivalité gènoise, à la résistance de la population grecque, ainsi qu'à l'insubordination de ses propres représentants à Constantinople — la Commune avait intérêt de clore les hostilités avec l'Etat grec d'Asie Mineure, d'autant plus que son basileus reconnaissait les acquis territoriaux de Venise de 1204. Elle avait intérêt, en même temps, d'accéder à une position privilégiée sur le marché micrasiatique, après avoir obtenu par ses représentants d'importants privilèges commerciaux dans les Etats voisins : l'Empire latin¹¹, le Sultanat seldjoukide¹², l'Epire¹³ et la Principauté moréote¹⁴. D'autre part, compte tenu du rôle joué par Venise dans le long conflit

⁹ S. Brezeanu, *Le premier traité économique entre Venise et Nicée*, RESEE, XII (1974), n° 1, p. 143—146.

¹⁰ Fr. Tafel et M. Thomas, *Urkunden zur älteren Handels- und Staatsgeschichte der Republik Venedig*, t. II (= *Fontes rerum austriacarum*, t. XIII), Vienne, 1856, p. 207 : « a principio nuper transacte treuge ».

¹¹ *Ibidem*, I, p. 571—574.

¹² *Ibidem*, II, p. 222—224. Le texte du traité commercial du mois de mars 1220 mentionne deux autres accords analogues, établis précédemment (*Ibidem*, p. 222), le premier signé par Kaikosrou I, selon toute probabilité en 1209, quand Venise avait servi d'intermédiaire pour l'alliance politique du sultan avec l'empereur latin, et le second signé après 1211, par le successeur de Kaikosrou I^{er}.

¹³ *Ibidem*, p. 120.

¹⁴ *Ibidem*, p. 96—100.

de Nicée avec l'Empire latin, Théodore I^{er} Lascaris, en reprenant la politique des Comnènes et des Anges, était disposé à payer de quelques concessions économiques la position favorable de la cité de Saint Marc lors de la paix latino-nicéenne, car il va de soi que l'empereur latin n'aurait pu se décider à faire ce pas-là sans l'accord de son puissant allié adriatique. De son côté, le basileus grec désirait résoudre la grave crise économique qui sévissait dans son Etat à la suite des dix années de guerres avec ses voisins et la désorganisation des relations commerciales avec Venise. Enfin, Théodore Lascaris gagnait d'importants avantages sur le plan moral par sa reconnaissance en tant qu'empereur des Romains et d'héritier de la tradition de l'antique monarchie byzantine.

Cinq années plus tard, au mois d'août 1219, un nouveau traité commercial sera conclu par les deux parties. Son texte, valable pour les cinq ans à venir, s'est conservé.

Dans le préambule de ce document, Venise et Nicée tombaient d'accord au sujet des nouvelles réalités politiques intervenues dans le territoire byzantin après 1204. La Commune traitait Théodore Lascaris d'« *imperator et moderator Romeorum et semper augustus* », alors que le basileus s'adressait à Giacomo Tiepolo dans les termes d'« *altissimi Ducis Venecie Potestate Venetorum in Romania et Despote Imperii Romaniae et quarte et dimidie eius Imperii vice sui dominatore* »¹⁵. Par ce traité, le basileus s'engageait d'accorder entière liberté aux marchands vénitiens de procéder à leur commerce dans la totalité du territoire nicéen ; il s'engageait aussi de veiller sur leur vie et sur leurs biens. A l'instar de ses prédécesseurs, Théodore Lascaris renonçait à l'une des sources les plus importantes du trésor public : les taxes douanières. Celles-ci, vu les circonstances externes auxquelles était confronté l'Empire grec micrasiatique, étaient devenues un véritable instrument de la diplomatie nicéenne dans la politique internationale¹⁶. Cependant, cet accord ne donnait pas le droit aux hommes d'affaires péninsulaires de créer dans les villes nicéennes des factoreries, ni des comptoirs — clause présente dans les traités analogues de Venise avec les prédécesseurs de Théodore Lascaris et avec ses voisins. Ce fait est probablement dû moins à la clairvoyance de la partie grecque qu'au faible intérêt manifesté par la République pour ce privilège, puisque plusieurs villes latines du littoral micrasiatique étaient dotées de factoreries et de comptoirs vénitiens d'où les marchands des lagunes pouvaient voyager facilement à l'intérieur de l'Empire nicéen. Par contre, mue par des principes économiques nettement supérieurs à ceux dont usaient les Byzantins la Commune obligeait les marchands nicéens à payer des taxes, dans les détroits comme à Constantinople¹⁷.

On a expliqué les concessions économiques faites aux Vénitiens par le besoin de faire reconnaître *de jure* le titre impérial de Théodore I^{er} par la cité de Saint Marc¹⁸. Mais ce faisant, on a perdu de vue le fait que la reconnaissance de Théodore Lascaris en tant qu'empereur nicéen et succes-

¹⁵ Ibidem, p. 205.

¹⁶ H. Antoniadis-Bibicou, *Recherches sur les douanes à Byzance*, Paris, 1963, p. 150—151.

¹⁷ Tafel-Thomas, *Urkunden*, II, p. 206.

¹⁸ Ch. Diehl, R. Guiland et colab., *L'Europe orientale du 1081 à 1453*, Paris, 1945, p. 147 ; A. A. Vasiliev, *Histoire de l'Empire byzantin*, Paris, 1932, p. 182.

seur légitime des basileis byzantins était déjà une réalité en 1219. Venise avait reconnu le jeune Empire micrasiatique dès 1214, en même temps que l'Empire latin, car — ainsi que nous l'avons déjà dit — il est inconcevable qu'Henri I^{er} ait agit sans l'accord de la puissante république italienne. C'est pourquoi l'explication des privilèges accordés par le basileus nicéen doit être cherchée plutôt dans la situation de plus en plus précaire de l'Empire latin qui, après la mort d'Henri I^{er} (en 1216), connaît un déclin irréversible¹⁹. Entre 1216 et 1221, le trône impérial de Constantinople est pratiquement sans cesse vacant. Théodore Lascaris ne devait guère tarder de s'en rendre compte et, dès 1218, il tenta d'exploiter à son avantage cette vacance prolongée du trône constantinopolitain. Il épouse Marie, la fille de la régente Yolande de Courtenay et la petite-fille des premiers empereurs latins, dans l'espoir de gagner la Nouvelle Rome par des moyens diplomatiques. C'est probablement dans ce même ordre d'idées que s'inscrit aussi le document de 1219, destiné à écarter le seul obstacle sérieux du principal objectif de sa politique extérieure²⁰.



Le règne de Jean III Vatatzès (1222—1254) enregistrera une réaction par rapport à la politique économique de ses prédécesseurs. En pleine connaissance des impératifs de la politique extérieure de son Etat, le grand basileus usera de toute une gamme de moyens divers, parmi lesquels les plus importants seront ceux fournis par la politique économique et sociale, susceptibles de valoriser les ressources matérielles et humaines de son Empire. Sur le plan social, l'empereur nicéen et son fils, Théodore II Lascaris (1254—1258), ont soutenu les intérêts des classes moyennes de la population micrasiatique, paysans stratiotes et petits pronoiars²¹, qui fournissaient l'Etat en cadres militaires et payaient les impôts. Au point de vue économique, tel un véritable précurseur d'Henri IV, il stimula l'agriculture et l'élevage. La chronique nous apprend comment Vatatzès, aidé par la basilissa Irène, s'occupait de l'administration des domaines de la couronne, donnant ainsi le bon exemple à ses sujets²². Bientôt, les fruits de cette politique, dont les chroniqueurs firent grand éloge, allaient servir par suite de certaines circonstances externes favorables, telle par exemple la famine qui sévit dans le Sultanat d'Ikonium en assurant un excellent marché aux produits de l'agriculture nicéenne²³. L'image de la prospérité agricole de Nicée sous Vatatzès et son fils reproduite par les sources narratives est confirmée par les documents du cartulaire du monastère de Lembos concernant la région voisine de Smyrne²⁴. Cependant, cette politique agricole s'accompagna aussi de mesures visant à la protection des finances publiques, mises en danger par les privilèges

¹⁹ Andrea Dandolo avait justement ceci en vue quand il tentait de justifier l'accord de Venise et de Nicée (*Chronicon Andreas Danduli*, R.I.S., XII, éd. Muratori, Milan, 1728, p. 341).

²⁰ J. Longnon, *L'Empire latin de Constantinople et la Principauté de Morée*, Paris, 1949, p. 157.

²¹ G. Ostrogorski, *Pour l'histoire de la féodalité byzantine*, Bruxelles, 1954, p. 62—63.

²² N. Gregoras, éd. Bonn, I, p. 41—44; Th. Scutariotes, éd. Heisenberg, p. 285—287.

²³ N. Gregoras, I, p. 42—43.

²⁴ Sur la vie économique de la région de Smyrne, H. Ahrweiler, *L'histoire et la géographie de la région de Smyrne entre les deux occupations turques (1081—1317)*, particulièrement au XIII^e siècle, TMI, I, Paris, 1963, p. 29 sq.

des marchands étrangers — notamment italiens. Afin de retenir l'or à l'intérieur du pays, l'empereur interdit à ses sujets l'achat des riches étoffes étrangères, italiennes ou arabes, les obligeant à s'en tenir à ce que la « terre des Romains produit et ce que les mains des Romains peuvent fabriquer »²⁵. Cachée sous cette apparence éthique, la mesure était cependant dirigée contre les marchands vénitiens²⁶. Aussi, l'analyse des rapports de Vatatzès avec la Commune de Saint Marc est-elle susceptible, à notre avis, de jeter le jour sur deux problèmes essentiels que pose l'étude de l'œuvre économique du basileus grec.

Le premier de ces problèmes porte sur les débuts et la durée de cette œuvre économique. Pour Fr. Dölger, c'est l'automne de 1243 qui marque le commencement de la mise en œuvre des mesures économiques du basileus, celles-ci étant concrétisées dans l'élaboration du décret somptuaire²⁷. Son opinion repose sur le contexte dans lequel Grégoras parle du décret : le traité intervenu entre le sultan seldjoukide et le basileus durant l'automne de la dite année et l'accalmie sur le front macédonien. En effet, en parlant de la paix conclue sur les frontières orientales, le chroniqueur trouve l'occasion de mentionner l'intérêt pris par l'empereur au développement de l'agriculture et de l'élevage, la disette qui, frappant le Sultanat, créa un débouché important pour les produits agricoles byzantins et, en fin de compte, la loi somptuaire²⁸. Toutefois, on ne peut faire confiance à Grégoras pour ce qui est du rapport chronologique qu'il fixe entre le traité turco-nicéen et les mesures économiques du basileus. En outre, si l'on considérait ces mesures comme dirigées contre les marchands des lagunes, la logique voudrait qu'elles se placent à un moment de grande tension vénéto-nicéenne — or, ce n'était guère le cas en 1243. Il est difficile d'imaginer d'autre part que l'empereur ait pris des mesures pour la consolidation du potentiel économique nicéen destinées à servir sa politique offensive en Europe seulement vers la fin de son règne. Enfin, le récit de Grégoras comporte une inadvertance. Lorsqu'il parle de l'activité économique du basileus, le chroniqueur réserve une place importante à la basilissa Irène en tant que stimulatrice du développement de l'agriculture et de l'élevage ce qui impliquerait que celle-ci était encore en vie à l'époque²⁹. Par conséquent, l'année de sa mort, 1240³⁰, constitue une *terminus ante quem* pour les débuts de l'œuvre économique de Vatatzès.

Si l'on veut établir la filiation chronologique des mesures économiques du basileus grec, il faut procéder à l'examen de l'évolution de la situation externe de l'Etat nicéen, et surtout ses rapports avec Venise.

L'avènement au trône de Nicée de Jean III Vatatzès, qui se montra d'emblée hostile à un rapprochement des Latins, devait ouvrir une page nouvelle dans les rapports de l'Empire grec avec la fondation franque de Constantinople. Ayant trouvé asile à la cour de Robert de Courtenay, Alexis et Isaac Lascaris, les frères du basileus défunt, le déterminèrent

²⁵ Gregoras, I, 43.

²⁶ G. Ostrogorski, *Geschichte des byzantinischen Staates*³, München, 1963, p. 366.

²⁷ Fr. Dölger, *Regesten der Kaiserurkunden des Oströmischen Reiches*, n° 1777.

²⁸ Gregoras, I, p. 41.

²⁹ *Ibidem*, p. 43—44.

³⁰ A propos de cette date, cf. S. Brezeanu, *Notice sur les rapports de Frédéric II de Hohenstaufen avec Jean III Vatatzès*, RESEE, XII (1974), n° 4, p. 584.

à entreprendre une expédition anti-nicéenne. Mais les envahisseurs allaient être anéantis par Vatatzès en 1224 : tous les territoires latins d'Asie, exceptant la zone environnante de Nicomédie et la région située face à Constantinople, seront annexés par l'Etat nicéen ³¹. En même temps, la flotte du basileus occupa les îles Lesbos, Cos et Icarie ³². Il va sans dire que ces années troubles devaient retentir sur les rapports vénéto-nicéens, qui traversèrent une nouvelle période critique. La crise fut telle, qu'il semble que, vu les circonstances, le Sénat vénitien examina même une solution extrême : le transfert du centre de son empire à Constantinople. Cette information, transmise trois siècles plus tard par Daniele Barbaro ³³ et contestée par certains historiens, paraît pourtant plausible si l'on tient compte des événements de l'époque. A l'appui de l'information fournie par Barbaro, Thiriet attire l'attention sur les débats importants qui eurent lieu en 1224 dans le Sénat vénitien au sujet de la Romania, ainsi que sur le contrôle rigoureux exercé à ce moment par la République sur son représentant dans la cité du Bosphore ³⁴. Dans le même sens plaide aussi la situation précaire de l'Empire latin, qui posait pour les Vénitiens le problème de l'avenir de leur domination en Romania. C'est que la fondation des Croisés se trouvait alors prise dans un véritable étau : en Europe se dressait menaçant Théodore I^{er} Ange, qui avait conquis Thessalonique et tournait son attention vers la métropole latine ³⁵ ; en Asie, le basileus nicéen projetait l'attaque conjuguée de Constantinople par la flotte et des troupes terrestres — unique explication possible de la fièvre avec laquelle il faisait construire des navires à Holkos, près de Lampsaque. Seuls les troubles internes, et surtout la conspiration d'Andronic Nestongos, obligèrent le nouvel empereur nicéen à écarter ce projet et à ordonner l'incendie des bateaux afin d'éviter à sa flotte de tomber entre les mains des Vénitiens ³⁶.

Quelle fut l'évolution des rapports économiques vénéto-nicéens au cours des premières années du règne de Vatatzès ? Bien que les témoignages directs en ce sens nous fassent défaut, il est hors de doute que pendant les hostilités entre les Latins et le basileus grec ces rapports subirent une nouvelle période de crise. Il n'y a pas d'informations non plus sur l'éventuelle reprise des liens commerciaux entre Venise et Nicée pendant la période qui suivit au traité de paix latino-nicéen de 1225, par lequel Robert I de Courtenay reconnaissait les conquêtes territoriales de Vatatzès durant le conflit. Au point de vue politique, les relations continuèrent à être tendues entre Nicée et les Latins, ces derniers ne pouvant renoncer à jamais aux territoires perdus en 1224—1225. Lors du traité conclu en 1229 par le pape Grégoire IX et les barons latins, d'une part, avec Jean de Brienne, ex-roi de Jérusalem et régent de Baudouin II, d'autre part,

³¹ Acropolites, éd. Heisenberg, p. 38.

³² Gregoras, I, p. 28—29. Cf. H. Ahrweiler, *Byzance et la mer*, p. 316.

³³ Apud Fr. Thiriet, *op. cit.*, p. 92—93.

³⁴ *Ibidem*, p. 92, n. 2.

³⁵ J. Longnon, *La reprise de Salonique par les Grecs en 1224*, Actes du VI^e Congrès int. des études byz., Paris, 1950, p. 41 sq. ; B. Sinogowitz, *Zur Eroberung Thess. im Herbst 1224*, BZ, XLV (1952), p. 28.

³⁶ Acropolites, p. 36—37.

celui-ci, escomptant l'appui de Venise, s'engageait de reconquérir tous les territoires perdus par les Francs en Asie Mineure, l'Empire de Nicée y compris, qu'il devait céder à l'empereur latin en titre au moment de sa majorité ³⁷. Deux années plus tard — mai 1231 — les représentants du Doge s'engageaient vis-à-vis de l'empereur latin, par un traité commercial conclu entre Venise et Jean de Brienne, de lui fournir, en échange des grandes concessions économiques qui leur étaient assurées, une flotte de quatorze navires complètement équipés, pour une offensive projetée dans les terres de Vatatzès (*in terram Vatacii*) ³⁸. Il est difficile d'imaginer dans ce climat politique que Vatatzès aurait été disposé à renouveler les privilèges accordés par son prédécesseur aux marchands de la cité de Saint Marc. Et si les contacts entre Venise et Nicée se sont poursuivis ³⁹, quand même ils ont dû sans doute connaître un volume réduit, fait également confirmé par les tendances générales du commerce vénitien avec la Romania. L'étude des documents d'archive vénitiens montre la diminution sensible du trafic de Venise dans les détroits après l'avènement de Jean III Vatatzès. Si jusqu'en 1222 le chiffre d'affaires des Vénitiens à Constantinople, reflété par le nombre des contrats relatifs au commerce dans les deux sens avec la métropole du Bosphore, était fort élevé ⁴⁰, après cette date les documents d'archives ne mentionnent jusqu'en 1261 qu'un seul contrat, en 1232 ⁴¹. L'un des facteurs essentiels de cette situation fut la politique active du jeune basileus grec dans les détroits et l'Égée.

L'un des premiers actes du règne de Vatatzès fut de transférer sa résidence de Nicée à Nymphaion, mesure prise par la littérature spécialisée pour une tentative du jeune empereur d'échapper à l'emprise du nid aristocratique qu'était l'ancienne capitale ⁴². Peut-être plus près de la vérité serait d'interpréter ce transfert de résidence à Nymphaion, dans le voisinage de Smyrne — qui était le premier port nicéen et où fonctionnaient les grands chantiers maritimes de l'Empire ⁴³ — comme faisant partie du programme de l'empereur visant la reconquête de Constantinople, reconquête pour laquelle il lui fallait ranimer le facteur naval nicéen. D'autre part, l'importance économique de la région n'a pas dû tenir un rôle négligeable, elle non plus, dans l'option du basileus ⁴⁴. Donc, vu la dispersion des forces navales vénitiennes à travers tout le bassin de la Méditerranée orientale, l'empereur grec avait beau jeu en détenant la

³⁷ R. Cessi, *Deliberazioni del Maggior Consiglio di Venezia*, t. I, Bologna, 1934, p. 210—211.

³⁸ Tafel-Thomas, *Urkunden* II, p. 277.

³⁹ Voir les clauses du traité latino-vénitien, mai 1231 (*Ibidem*, p. 293, 295, 296).

⁴⁰ Les documents publiés par R. Morozzo della Rocca et A. Lombardo (*Documenti del commercio veneziano nei sec. XI—XIII*, Torino, 1940) offrent le tableau suivant pour la période 1204—1222 : 1205 — 3 contrats ; 1206 — 1 ; 1207—1 ; 1209 — 1 ; 1210 — 4 ; 1211 — 2 ; 1212 — 1 ; 1217 — 3 ; 1218 — 1 ; 1222 — 3.

⁴¹ *Ibidem*, n° 662. Sans doute, la valeur de ce critère est relative — les sources narratives viennent compléter le tableau avec quelques données (M. Berza, *La mer Noire à la fin du Moyen Age*, Balç., IV, 1941, p. 416) — mais il n'en reste pas moins suggestif en ce qui concerne l'évolution du commerce vénitien dans la capitale latine.

⁴² *Istoriia Vizantii*, III, p. 35.

⁴³ H. Ahrweiler, *Byzance et la mer*, p. 321—322 ; *idem*, *Région de Smyrne*, p. 34 sq.

⁴⁴ Sur le poids économique de la région, *ibidem*, p. 29 sq.

majeure partie du littoral micrasiatique de la Propontide. La jeune flotte nicéenne allait tenir un rôle de plus en plus important dans les détroits et elle en profitera pour débarquer des troupes sur le rivage thrace dès l'an 1226 ⁴⁵. Dès cet instant, la sécurité de l'artère commerciale Venise—Constantinople devient sujet à caution, ce qui explique la chute du trafic avec la ville du Bosphore. Il paraît aussi que quelques nobles Vénitiens de l'Archipel, qui menaient une politique indépendante de leur métropole ⁴⁶, ont joui, du moins pendant les premières années du règne de Vatatzès, de privilèges commerciaux sur le marché de Nicée, d'où le comportement de Marco Sanudo, duc de Naxos, au cours de la révolte contre Venise de la population grecque de Crète ⁴⁷.

Les années trente du XIII^e siècle sont celles des débuts d'une étape importante pour la politique extérieure de l'Etat nicéen. Si les grandes difficultés de la période précédente avaient obligé l'Empire de rester sur la défensive, celles-ci une fois surmontées pendant les premières années du règne du plus grand basileus nicéen, les prémisses étaient créées pour une politique offensive. Pourtant, le premier essai de Vatatzès de mettre en pratique cette politique offensive fut mis en échec par l'ascension fulgurante de l'Empire grec d'Europe. Bientôt cependant la défaite retentissante infligée à Théodore Ange Ducas par Jean Assen II aux bords de la Maritza devait sonner le glas de son fragile édifice politique. Lui écarté de la compétition, de nouvelles perspectives s'ouvraient pour le projet nourri par Vatatzès de refaire l'ancienne unité impériale. Le basileus nicéen ne pouvait guère ignorer le principal obstacle qu'il lui fallait affronter pour arriver à ses fins, c'est-à-dire la force maritime de Venise. Aussi, l'hostilité latente qui séparait les deux puissances éclatera ouvertement dès l'an 1230, en même temps qu'une nouvelle révolte de la population grecque de l'île de Crète, dressée contre la domination vénitienne. Le basileus ne se fit pas faute d'envoyer des troupes à la rescousse des autochtones insurgés, et au cours des années suivantes les victoires des Grecs mirent en danger le pouvoir vénitien en Crète. Seule l'habile diplomatie d'un profond connaisseur des réalités de la Romania, tel le doge Giacomo Tiepolo, réussit à sauver la situation, en usant d'une politique de collaboration avec les autochtones ⁴⁸. Entre temps, Venise tâcha d'obtenir la dispersion des forces du basileus nicéen, en l'attaquant sur un autre front. En effet, alors que le gros des forces nicéennes se portaient en 1233 dans l'île de Rhodes pour la ramener à l'obédience impériale, Jean de Brienne envahissait par les Dardanelles le littoral micrasiatique, soutenu par la flotte vénitienne. Après quelques succès médiocres, l'ex-roi de Jérusalem dut évacuer les terres nicéennes, non sans laisser entre les mains du basileus toutes les possessions qu'il avait encore gardées en Asie Mineure ⁴⁹.

Une année plus tard, la flotte nicéenne de Propontide — celle que Jean III Vatatzès avait fait construire à Lampsaque — s'emparait de

⁴⁵ H. Ahrweiler, *Byzance et la mer*, p. 317.

⁴⁶ Fr. Thiriet, *op. cit.*, p. 82.

⁴⁷ J. K. Fotheringham, *Marco Sanudo Conqueror of the Archipelago*, Oxford, 1915, p. 101 sq.

⁴⁸ Fr. Thiriet, *op. cit.*, p. 98—99.

⁴⁹ Acropolites, p. 47—48.

Gallipoli, la principale base vénitienne située entre le Bosphore et les Dardanelles, de Madytos, de Sestos et de toute la Chersonèse de Thrace ⁵⁰. C'est probablement dans ces circonstances que Venise, essayant d'affaiblir la pression nicéenne dans les détroits, parvint à soustraire Rhodes au contrôle de l'Empereur, grâce à un traité d'alliance avec Léon Gabalas, par lequel les deux parties s'engageaient à se fournir mutuellement « subsidium, auxilium et juvamentum contra Vatattium et contra suam gentem » ⁵¹. La diversion vénitienne de Rhodes, qui n'eut pas, d'ailleurs, des suites durables ⁵², ne devait guère empêcher le basileus de consolider sa position dans les détroits. Les fortifications dressées à Ganos et Chersonèse témoignaient de sa ferme volonté de s'imposer sur la côte thrace. Dès lors, la flotte nicéenne tient sous son contrôle le bassin de la Propontide, pouvant assurer le libre accès des troupes impériales en Europe, en vue de la grande offensive balkanique projetée par Vatatzès. Une coalition orthodoxe fut créée en 1235, par le rapprochement du basileus grec et de Jean Assen II, dans le but d'abolir l'Empire latin et d'évincer les Vénitiens en Romania. Par deux fois les forces coalisées tentèrent la conquête de Constantinople, en 1235 et en 1236. Mais, la flotte vénitienne, à laquelle s'était jointe celle des Génois, la vaillance de Jean de Brienne et, en fin de compte, la fragilité de la coalition orthodoxe ont sauvé la métropole latine ⁵³. L'échec de Vatatzès aux bords du Bosphore coïncidait avec le retrait des dernières troupes nicéennes de la Crète, réintégrée à l'Empire de la Commune adriatique ⁵⁴.

A notre avis, c'est dans cette première décade du règne de Vatatzès que se placent les commencements de son œuvre économique. C'est la période durant laquelle, après la pleine réussite de la première étape de son projet de reconquête — réussite concrétisée dans l'évincement des Latins en Asie Mineure — l'empereur se rend compte petit à petit des difficultés du pas suivant, ainsi que des moyens à employer pour le faire réussir. Parmi ces moyens, la politique économique tient une place de tout premier rang ; ses objectifs étaient : à l'intérieur, de consolider l'Empire nicéen ; à l'extérieur, de miner les positions de Venise et de l'Empire latin. Il s'ensuit que les mesures destinées à encourager le développement de l'agriculture et de l'élevage ont dû se contourner dès les années qui suivirent à la paix de 1225 avec les Latins. Le décret somptuaire, dirigé contre les marchands vénitiens, adopté alors que la basilissa Irène était encore en vie, doit remonter selon toute probabilité aux années 1233—1235, époque où le conflit de Vatatzès avec la puissante République des lagunes touchait à son point culminant. Le basileus ne pouvait ignorer que l'or qui s'épanchait hors de ses frontières servait à consolider les positions de Venise, principale barrière sur la voie qui menait à Constantinople. Parallèlement aux mesures intérieures, l'empereur renforça le contrôle de la Propontide.

⁵⁰ Acropolites, p. 50—51 ; Gregoras, I, p. 29 ; cf. H. Ahrweiler, *Byzance et la mer*, p. 318—319.

⁵¹ Tafel-Thomas, *Urkunden*, II, p. 320.

⁵² Une année plus tard, le César de Rhodes commandait la flotte byzantine contre les Vénitiens (*Chronicon Andreas Danduli*, p. 295, cf. Fr. Thiriet, *op. cit.*, p. 92, n. 2).

⁵³ Acropolites, p. 51—52.

⁵⁴ Fr. Thiriet, *op. cit.*, p. 99.

tide⁵⁵ après son échec aux bords du Bosphore. Il paralysa le trafic de la Commune dans les détroits en donnant l'ordre à sa flotte de harceler sans merci les navires marchands vénitiens en route pour la capitale latine⁵⁶. Les fruits de la politique de Vatatzès visant à isoler Constantinople et à étouffer sa vie économique allaient être cueillis un quart de siècle plus tard par Michel Paléologue.

Le protectionnisme rigide appliqué par l'empereur nicéen devait finir par miner profondément les positions des marchands vénitiens, en les écartant peu à peu du marché micrasiatique. Des témoignages indirects jettent le jour sur les moyens dont usaient les Byzantins au détriment des fils de la cité de Saint Marc. Par exemple, deux commerçants de Lucques, qui s'étaient rendus à Adramyttion avec une grosse somme d'argent sur eux, ont été arrêtés par les fonctionnaires de l'empereur Michel VIII Paléologue et emprisonnés. Au mois d'avril 1261, le pape Alexandre IV intervenait auprès du basileus en leur faveur, réclamant leur mise en liberté et la restitution de leurs biens⁵⁷. On apprend à cette occasion que d'autres négociants latins étaient détenus dans les prisons nicéennes. Le pape Urbain IV, qui succéda à Alexandre IV, revient à la charge au mois de décembre 1261, pour prier Michel VIII de faire rentrer dans leur argent les marchands lucquois, libérés entre-temps⁵⁸. Parmi les marchands latins retenus dans les prisons grecques, le texte du traité de Nymphaion mentionne des Génois, que l'empereur s'engageait à remettre en liberté dès que la Commune ligurienne l'aura ratifié⁵⁹. Dans les circonstances de l'affrontement manifeste qui caractérise les rapports de l'Empire nicéen avec le monde latin à partir des années 1233—1234 et jusqu'à la reconquête de Constantinople, les basileis grecs recoururent même à des représailles, quand la protection de la vie économique de leur Etat était en jeu. Et cette sorte de mesures étaient elles aussi pointées comme de juste contre les marchands vénitiens. D'une situation exceptionnelle parmi les négociants péninsulaires bénéficiaient cependant les Pisans, qui sont attestés vers 1240 « apud Landermite in Romania in terra Bacassari »⁶⁰, c'est-à-dire à Adramyttion, dans le territoire de Vatatzès. Les liens commerciaux entre Nicée et Pise continuèrent au cours des décennies suivantes, sous Théodore II et sous Michel VIII, le texte du traité de Nymphaion mentionnant les Pisans comme des « fideles nostri imperii »⁶¹ — seuls bénéficiaires, entre les commerçants latins, d'un statut privilégié sur le marché d'Asie Mineure. A défaut de plus ample informé, on ne saurait préciser la nature des privilèges pisans. Mais la situation dont jouissait dans l'Etat nicéen les mar-

⁵⁵ N. Gregoras (I, p. 129) parle même d'une thalassocratie nicéenne dans les détroits.

⁵⁶ Th. Scutariotes, éd. C. Sathas, dans *Μεσαιωνική βιβλιοθήκη* VII, p. 470.

⁵⁷ *Liber Jurium Reipublicae Genuensis*, I, Gênes, 1854, p. 1345.

⁵⁸ *Ibidem*, p. 1397.

⁵⁹ J. et P. Zepos, *Jus graecoromanum*, Athènes, 1931, I, p. 491. Le volume très modeste du commerce génois avec la Romania pendant cette période (M. Balard, *Les Génois en Roumanie entre 1204 et 1261*, « Mélanges d'archéologie et d'histoire », 178, 1966, p. 488) était probablement dû non seulement à l'opposition vénitienne, mais aussi à la politique économique des empereurs nicéens.

⁶⁰ R. Davidsohn, *Forschungen zur Geschichte von Florenz*, II, Berlin 1900, p. 295.

⁶¹ Zepos, *op. cit.*, I, p. 489. Sur l'activité des marchands pisans en Romania, au cours de cette période, cf. S. Borsari, *I rapporti tra Pisa e gli stati di Romania nel duecento*, RSI, 7, 1955, p. 477—492.

chands de la cité toscane, fidèle alliée de Frédéric II de Hohenstaufen dans son conflit avec la papauté et les communes italiennes ⁶², était sans doute une conséquence de l'alliance politique de Jean III Vatatzès avec l'empereur allemand — alliance dont les débuts sont attestés au plus tard en 1238, quand les troupes nicéennes prirent part, aux côtés du Grand Staufen, lors du siège de Brescia ⁶³.

Partant de ces informations, on peut affirmer que — même si entre-temps la politique ou la pratique de la vie obligea le pouvoir central à transiger avec son protectionnisme rigide, à atténuer la rigueur du décret somptuaire — les mesures économiques de Vatatzès sont néanmoins restées en vigueur sous Théodore II et au cours des années nicéennes du règne de Michel Paléologue, avant le traité de Nymphaion. Nées de raisons politiques, la tension croissante de la compétition entre l'Empire de Nicée et le monde latin, avec Constantinople pour enjeu, devait contribuer à les maintenir. Quand Michel Paléologue décida de les abolir, ce furent toujours les raisons politiques qui pesèrent sur sa décision.

Le deuxième problème important éclairé par l'étude de l'évolution des rapports vénéto-nicéens est celui du caractère revêtu par la politique économique de Vatatzès. On ne saurait, certes, contester le caractère autarchique de cette politique, que les recherches modernes ont mis en lumière. Toutefois, dans l'analyse de la politique de Vatatzès, on a souvent fait preuve d'un modernisme exagéré, dans le sens de l'assimilation des mesures économiques du basileus grec avec le protectionisme de l'époque moderne ⁶⁴, sans tenir compte des différences qui séparent l'Etat moderne de l'Etat médiéval sur le plan conceptuel, de même qu'en ce qui concerne les moyens à leur disposition. Il ne faut pas oublier, d'autre part, que, d'après certaines sources de l'époque, même sous le règne de Jean III Vatatzès et de son fils les contacts de Nicée avec les marchands étrangers n'étaient pas tout-à-fait abolis. Les premiers témoignages en ce sens sont ceux relatifs aux rapports des Nicéens avec les marchands pisans ou du monde seldjoukide voisin — rapports dont nous avons déjà eu l'occasion de parler. D'autres sources de l'époque montrent l'arrivée à Magnésie de marchands venus d'Egypte ou de l'Inde ⁶⁵; c'était là qu'on rencontrait aussi des négociants arabes, de la catégorie de ceux qui fournissaient à Théodore II les étoffes précieuses achetées pour son ami Georges Mouzalon ⁶⁶. Sans qu'on dispose de témoignages directs à cet égard, il est néanmoins à supposer que le protectionisme de Vatatzès et de Théodore II favorisa le développement des métiers dans l'Empire nicéen. Ce fut aussi

⁶² Durant cette période, les marchands pisans étaient les seuls à jouir de privilèges commerciaux dans le Royaume de Sicile aussi (H. Chone, *Die Handelsbeziehungen Kaiser Friedrichs II, zu den Seestädten Venedig, Pisa, Genua*, Berlin, 1902, p. 92—93). Dans certains documents, Frédéric II appelle les Pisans les « fideles nostri », tout comme les empereurs nicéens (E. Winkelmann, *Acta Imperii inedita saeculi XIII et XIV*, Innsbruck, 1888, I, p. 681).

⁶³ S. Borsari, *Federico II e l'Oriente bizantino*, RSI, 63, 1951, p. 283—284.

⁶⁴ D. Xanatalos, *Wirtschaftliche Aufbau — und Autarkie-Massnahmen im 13. Jahrhundert (Nikänisches Reich 1204—1261)*, « Leipziger Vierteljahrschrift für Südosteuropa », III (1939), p. 129 sq.

⁶⁵ Scutariotes, éd. Heisenberg, p. 286.

⁶⁶ *Theodori Ducae Lascaris Epistulae CCXVII*, éd. N. Festa, Florence, 1898, p. 98, 264—265.

le cas, selon toute probabilité, du vaste réseau de fortifications et des nombreux édifices publics dont ils dotèrent leur Empire⁶⁷. Pour notre part, nous pensons que le pouvoir central a dû également encourager les contacts économiques avec certaines régions du voisinage. Les intérêts économiques nicéens manifestés dans la mer Noire, ainsi que la présence massive des hyperpères de Vatatzès dans les terres roumaines⁶⁸, plaident pour l'hypothèse qui envisage l'existence de liens marchands entre Nicée et la région du Bas-Danube⁶⁹, de tels liens répondant aux intérêts grecs autant qu'aux besoins de la société roumaine en plein développement. Un rôle important, dans le cadre de tels contacts, aura revenu à la population grecque des villes du littoral ouest-pontique, comme c'est le cas de Vicina qui, fort probablement, était déjà à cette époque à l'obédience de la patriarchie de Nicée⁷⁰.

Par conséquent, les mesures économiques de Vatatzès ont un caractère bien complexe; elles ne peuvent revêtir leur véritable signification que considérées dans le climat propre à l'exil micrasiatique. Dans la conjoncture des graves problèmes extérieurs auxquels étaient confrontés les empereurs nicéens, ces mesures sont l'expression économique des mêmes impératifs qui, sur le plan religieux, se sont traduits par le développement du caractère militant de l'orthodoxie, et sur le plan politique culturel, par l'éclosion de certaines formes spécifiques de patriotisme au sein de la société nicéenne⁷¹. En même temps, elles sont dotées aussi d'un sens social, étant directement liées aux intérêts des classes moyennes de la population micrasiatique, sur laquelle reposait l'effort fourni par Jean III Vatatzès et par Théodore II Lascaris sur le plan de la politique extérieure.



A propos du traité de Nymphaion, les recherches modernes ont mis l'accent tout particulièrement sur sa part au déclin de l'Empire restauré, notamment à cause des clauses innovatrices qui marquent la rupture brutale d'avec la sage politique économique de Vatatzès et de son fils et qui devaient finir par transformer Byzance en simple annexe économique des républiques marchandes italiennes. On discute encore de nos jours les motifs qui poussèrent les parties intéressées à effectuer ce pas-là. En ce qui concerne la Commune ligurienne, les débats ont souligné la position

⁶⁷ Acropolites, p. 110; Scutariotes, éd. Heisenberg, p. 285 sq.; Gregoras, I, p. 24, 41—45. Cf. H. Ahrweiler, *Région de Smyrne*, p. 42 sq.

⁶⁸ O. Iliescu, *L'hyperpère byzantin au Bas-Danube du XI^e au XV^e siècle*, RESEE, VII (1969), p. 109—119. L'étude donne en annexe (p. 119) une carte de la diffusion de cette monnaie nicéenne dans le territoire roumain.

⁶⁹ Cf. à propos de cette hypothèse S. Brezeanu, *Asupra Inceputurilor pătrunderii monedei niceene la Dunărea de Jos* (Les débuts de la pénétration de la monnaie nicéenne au Bas-Danube), « Studii », XXVI (1973), n° 4, p. 699 sq.; Idem, *Byzantinische Wirtschaftskontakte an der Unteren Donau in der ersten Hälfte des 13. Jahrhunderts, (1204—1261)*, « Dacoromania » III (1975—1976) p. 9—16.

⁷⁰ V. Laurent, *La domination byzantine aux bouches du Danube sous Michel VIII Paléologue*, RHSEE, XXII (1945), p. 193, sq.; G. Brătianu, *Recherches sur Vicina et Cetatea Albă*, Bucarest, 1935, p. 35, 53—54.

⁷¹ Sur le sentiment patriotique né dans l'exil micrasiatique, J. Irmscher, *Nikäa als „Mittelpunkt des griechischen Patriotismus"*, BF, IV, 1972, p. 114—147.

difficile où elle se trouvait par suite des défaites que lui avait infligées sa rivale de l'Adriatique, rendant imminente son éviction du commerce levantin ⁷². On a évoqué aussi les perspectives du commerce pontique à la lumière de l'unification du vaste territoire compris entre les Carpates et le Pacifique, réalisée par l'Empire mondial des Mongoles ⁷³. Quand il a fallu expliquer les immenses concessions acceptées par la partie grecque, les spécialistes mirent en lumière le désir du basileus de contrecarrer les menées du pape, qui tâchait d'attirer Gênes sous la bannière de la croisade anti-grecque et aux côtés de Venise ⁷⁴. Ils attirèrent également l'attention sur les difficultés dressées devant Michel Paléologue, dont le dessein était de chasser les Latins de Constantinople et de toute la Romania ⁷⁵. Ces arguments sont tous parfaitement fondés. Mais, pour ce qui est de l'Empire nicéen, des raisons internes tout aussi puissantes déterminèrent l'acte de mars 1261 du basileus. Tout d'abord, la position personnelle de Michel Paléologue à ce moment. Grâce à son habileté généralement reconnue, il était parvenu à se faire proclamer empereur avant le basileus légitime, non sans éveiller cependant la vive opposition des différents milieux de la société nicéenne. Sa situation devait sortir consolidée de la victoire de Pélagonie, sans lui permettre pour autant de réaliser ce qui lui tenait le plus au cœur : la complète éviction du basileus légitime et la fondation de sa propre dynastie. La conquête de Constantinople au prix de n'importe quels sacrifices devait fournir la justification de l'acte politique qu'il se préparait de traduire en fait. Une première tentative en vue de reconquérir la Nouvelle Rome devait rendre parfaitement évidentes les difficultés d'une telle entreprise. Elle montra — si besoin était encore de le faire voir — que le seul obstacle à cet égard résidait dans la force maritime de Venise.

Mais l'acte de Michel Paléologue de 1261 comporte aussi d'importantes implications sociales. C'est à juste titre qu'on a interprété la révolte aristocratique du mois d'août 1258 contre le régime des Mouzalons comme le symbole de la réaction manifestée par l'élite constantinopolitaine vivant dans l'exil face à la politique sociale de Jean III Vatatzès et, surtout, de Théodore II Lascaris, qui prenait appui sur les classes moyennes de la population micrasiatique, « la revanche constantinopolitaine contre l'Etat micrasiatique qu'était en train de devenir l'Empire de Nicée » ⁷⁶. Toutefois, l'assassinat des Mouzalons et l'avènement au trône de Michel VIII Paléologue ne devaient être que les premiers pas de « la revanche constantinopolitaine », la conquête de Constantinople ainsi que les mesures ultérieures de la politique interne et externe du premier Paléologue constituant son parachèvement. Entre ces deux moments-là, le traité de Nymphaion fut l'étape décisive. L'aristocratie nicéenne était partisane des concessions commerciales au profit des villes italiennes, tout comme elle s'était montrée hostile à la politique économique de Vatatzès, dont le caractère autori-

⁷² D. J. Geanakoplos, *Emperor Michael Paleologus and the West*, Cambridge, Mass., 1959, p. 90.

⁷³ M. Berza, *op. cit.*, p. 416.

⁷⁴ C. Manfroni, *Le relazioni fra Genova, l'Impero Bizantino e i Turchi*, « Atti della Società di Storia Patria », 28, 1898, p. 665.

⁷⁵ Fr. Thiriet, *op. cit.*, p. 113.

⁷⁶ H. Ahrweiler, *L'idéologie politique*, p. 113.

taire lésait ses intérêts. Car, si la politique économique d'un Jean III ou d'un Théodore II avait pour *conditio sine qua non* l'existence d'un pouvoir central absolu, la politique concessive vis-à-vis des communes italiennes, coïncida avec la décentralisation de l'Etat et l'affirmation des forces byzantines centrifuges.



Au terme de notre analyse, on peut se poser la question si « l'économie est-elle au service de la politique ? ou bien n'est-elle pas une maîtresse servante qui commande quand on croit qu'elle sert ? » ⁷⁷

En ce qui nous concerne, nous pensons que chez Théodore I^{er} et chez Michel VIII le politique prend incontestablement le pas sur l'économique. Plus complexe s'avère le rapport entre ces deux facteurs dans le cas de Vatatzès et de son fils. Du moins, chez Vatatzès on surprend une très nette prise de conscience de la fonction du commerce par rapport à la situation financière de l'Etat, voire sur la manière dont la politique économique influe sur la dynamique sociale de l'Etat, même si les objectifs d'une telle politique sont en dernière instance d'ordre fiscal et militaire. C'est pourquoi, le facteur économique a pu avoir un certain poids dans la marche politique à un moment ou à un autre. Toutefois, étant donné que la reconquête de Constantinople et des autres territoires byzantins perdus en 1204 était la raison même de l'existence de l'Etat grec en exil, c'est toujours le politique qui domine même dans le cas de ces deux empereurs. Malgré la complexité des facteurs qui jouèrent dans les changements de direction subis par la politique économique lascaride, les tournants de sa courbe coïncident chaque fois avec les moments essentiels pour la position extérieure de l'Etat nicéen : la reprise d'une politique de concessions commerciales au profit des Vénitiens répondait à l'établissement d'un *modus vivendi* avec le monde latin, qui avait mis son existence en péril pendant une dizaine d'années ; le commencement de l'œuvre économique de Vatatzès est étroitement lié au début de l'offensive générale des Grecs d'Asie Mineure en vue de la reconquête de Constantinople, dont le principal support était la force maritime de la Commune adriatique ; quant à la reprise des privilèges économiques encore plus importants accordés aux marchands génois par Michel Paléologue, elle était commandée par les objectifs immédiats de la politique intérieure et extérieure de l'empereur.

⁷⁷ M. Mollat, *Le commerce maritime normand à la fin du Moyen Âge*, Paris, 1952, p. 542.